



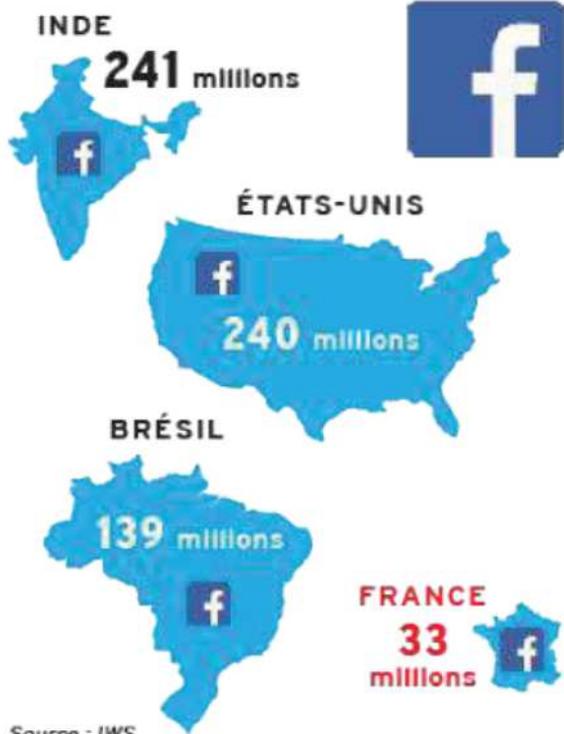
## **REVUE DE PRESSE**

**Jeudi 03 mai 2018**

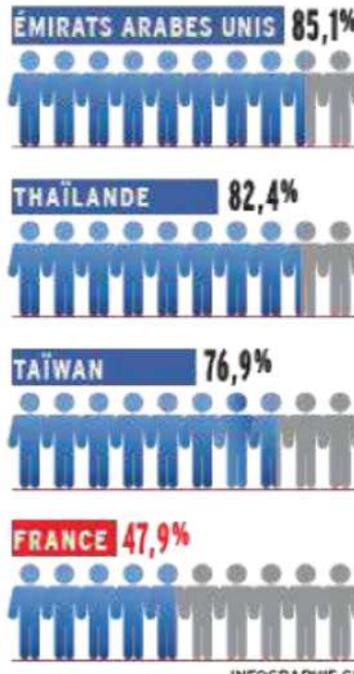


### Facebook bien ancré en Inde

#### Nombre d'utilisateurs Facebook



#### Taux de pénétration de Facebook parmi les internautes



Le scandale Cambridge Analytica ne semble pas avoir freiné Facebook qui a annoncé vouloir se lancer sur le marché des sites de rencontre. «Cela sera destiné à construire des relations authentiques et durables, pas seulement des plans d'un soir», a affirmé Mark Zuckerberg, soulignant que sur les quelque 2 milliards d'utilisateurs du réseau social environ 200 millions se présentaient comme célibataires et qu'un mariage sur trois aux États-Unis résultait d'une rencontre faite en ligne. Le service sera gratuit comme les autres fonctionnalités de Facebook qui dégage des revenus grâce à la publicité. L'annonce a entraîné une chute en bourse de 19 % de son futur concurrent, le groupe Match (Tinder, Match, Meetic).

# Deux visions pour Rondinaud

■ L'avenir de la société Rondinaud, leader français du chausson d'intérieur, en redressement depuis février, se joue actuellement ■ Deux projets très ambitieux s'opposent ■ Décision le 17 mai.



Eric Lefranc a choisi de présenter son projet en détail. Au comité d'entreprise puis lors d'une conférence de presse hier à Angoulême. Photos Quentin Petit

## Des comptes dans le rouge

Les comptes de Rondinaud sont vraiment dans le rouge. En 2017, le résultat d'exploitation était négatif à hauteur de 1,4 million d'euros. Déjà en 2016, il affichait - 345 000 euros. **Décision le 17 mai.** Le tribunal de commerce d'Angoulême tranchera le 17 mai. Les deux projets ont été déposés en fin de semaine dernière et peuvent encore être améliorés, précisés jusqu'à deux ou trois jours avant la décision. Hier, les deux porteurs de projet ont détaillé leur offre au comité d'entreprise qui rendra un avis qui pèsera sur la décision finale. S'il n'est pas prévu que les salariés soient directement consultés, un référendum au sein de l'entreprise est envisagé.



Renaud Dutreil, avec Odile Gavet et Stéphane Baleston, le trio qui veut reprendre Rondinaud et créer un pôle charentais y associant trois autres marques.

## Lefranc: «Je sais diriger des sociétés»

D'abord les engagements chiffrés. 51 emplois préservés sur les 66 actuellement recensés (65 CDI et 1 CDD) et la promesse de créer 10 emplois dans l'année à venir. Un million d'euros d'apport en trésorerie, de l'argent frais injecté sur les fonds propres du groupe, dont 100 000 euros pour l'achat des actifs, hors bâtiment, l'entreprise étant locataire. Reprise des congés payés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017, environ 200 000 euros. Offre de reclassement au sein du groupe.

Le projet de Renaissance Luxury Group repose sur la «solidité financière» de ce groupe qui a relancé trois sociétés dédiées au luxe, toutes profitables aujourd'hui avec au passage la trajectoire étonnante de la marque «Les Georgettes» (lire ci-dessous), sur une expérience validée en retournement d'entreprises, sur les synergies possibles avec ses autres marques. «Chacun son métier. Je ne fais pas de politique, ni de conseil en entreprise ou de journalisme, mais je sais diriger des entreprises en difficulté. Les six que j'ai reprises vont bien aujourd'hui. Nous nous spécialisons sur des entreprises du patrimoine vivant reconnues pour leur savoir-faire "Made in France"», pique puis souligne Eric Lefranc, le président qui répond à l'argument «patriotique» dégainé par son concurrent Renaud Dutreil. «Je ne suis certes pas Charentais, je suis Ch'ù, mais je m'engage au maintien des emplois et activités en Charente. Les engagements que j'ai pris en Ardèche pour la société Altesse et en Bretagne pour la société Texier ont tous été respectés et nos engagements sociaux dépassés.»

Pour expliquer l'intérêt de son groupe, Eric Lefranc liste ses arguments: «C'est le leader français du chausson d'intérieur, son savoir-faire, le coussu retourné, est labellisé Entreprise du patrimoine vivant, c'est un produit iconique et indispensable, l'Indication géographique protégée (IGP) est en cours d'obtention, la notoriété de la marque est forte, le potentiel de développement à l'export est important, la stratégie déjà amorcée de produits nouveaux est pertinente.»

### Bénéfices en 2020

Eric Lefranc estime que son groupe peut apporter à Rondinaud, «marque à l'image un peu vieillotte, une expertise dans les métiers de l'équipement à la personne et de la mode, une capacité à créer des produits modernes et innovants, un réseau important pour le développement international, une parfaite maîtrise du marketing digital, e-commerce et réseaux sociaux, un savoir-faire industriel reconnu et une gestion rigoureuse». Renaissance veut faire de la charentaise un «produit de luxe à la mode» sans se couper totalement du marché des grandes et moyennes surfaces (GMS). «Aujourd'hui les produits destinés aux GMS sont fabriqués dans l'usine du Maroc qui ne fait pas partie du plan de cession. Pour garder une production dédiée à ce marché, on devra créer une dizaine d'emplois à Rivières d'ici un an.» Le groupe prévoit de renouer avec les bénéfices en 2020.

## Dutreil: «Un potentiel de 125 emplois»

Comme il nous l'avait dévoilé dans les grands principes (lire CL de lundi), Renaud Dutreil veut créer un «pôle charentais des produits chaussons». Il n'est pas seul dans cette «nouvelle aventure en terre charentaise». Le patron de Jolival, mais pas seulement (lire ci-dessous), s'associe pour le projet de reprise à Stéphane Baleston, quadragénaire charentais, diplômé de l'Essec et fort d'une riche expérience dans des cabinets internationaux de conseil, et Odile Gavet, rédactrice en chef adjointe de *Version Fémina*, «Charentaise par alliance», son mari étant originaire de Chasseneuil.

Le projet des trois associés ne se limite pas à la reprise de Rondinaud. Il englobe Degorce - propriété de Renaud Dutreil depuis fin 2017 -, Laubuge - Renaud Dutreil est le seul à avoir formé une offre, le tribunal doit donner sa réponse aujourd'hui - et Ferrand (fabrication de ballerines et chaussons à Villebois-Lavalette) dont le plan de cession devrait être ouvert prochainement. «L'union fait la force. L'idée c'est de rassembler les quatre marques sous le même toit, à Rivières. Ces entreprises sont complémentaires. Toutes fragilisées ces derniers mois, elles ont les mêmes défis à relever. En les rassemblant, nous créons une entreprise qui représentera 60 % du marché des pantoufles et chaussons Made in France. Nous pourrions ainsi améliorer le rapport de force avec les grandes et moyennes surfaces (GMS), un marché sur lequel nous ne pouvons pas faire

l'impasse. Mais notre objectif c'est aussi de faire de la charentaise un produit premium et de trouver des voies de diversification», développe Renaud Dutreil.

### 2,7 millions sur la table

Les trois associés créeront une société pour l'ensemble des activités. Face au million promis par Renaissance, ils veulent investir 2,7 millions d'euros. «Les besoins en trésorerie sont importants, pour disposer d'un fonds de roulement suffisant et investir tout de suite, pour renouveler l'outil informatique et certains équipements. Il faut sortir d'une course à l'échelle pour faire des économies. Il faut remettre le navire à flot et investir», explique Stéphane Baleston qui serait le futur directeur général sur place, démissionnant ainsi de son poste actuel. Concrètement, en plus des 2,7 millions (700 000 euros en cash investis par les trois associés et 2 millions entre les banques et la Région Nouvelle-Aquitaine), le «pôle charentais des articles chaussons» veut conserver 52 emplois de Rondinaud. «On créerait immédiatement trois postes spécifiques. Avec les 45 postes de Degorce, les cinq que l'on veut garder de chez Laubuge, le pôle ce serait 105 emplois, et un potentiel de 125 assez vite», détaille Stéphane Baleston. Des salariés que le trio dit mettre «au centre» du projet. «Le premier comité d'entreprise serait la création d'un plan d'intéressement au bénéfice.»

## «Les Georgettes», c'est eux !

Renaissance Luxury Group est un groupe jeune, créé il y a quatre ans par Eric Lefranc, qui revendique un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros en 2017 avec des bénéfices attendus entre 4 à 5 millions. Il est détenu à 88 % par Eric Lefranc, les 12 % restants sont répartis parmi l'équipe de direction. «Il n'y a pas de risque de désaccord», glisse le président, fort d'une expérience d'une vingtaine d'années dans le retournement d'entreprises, la médecine d'urgence des sociétés au bord du gouffre. Renaissance Luxury Group emploie environ 1 000 personnes dont 450 en France: 305 chez Altesse, société de fabrication de bijoux en Ardèche, 100

chez Texier à Vitry en Bretagne, le reste répartis au siège à Paris avec notamment les équipes marketing et création. Le groupe compte aussi cinq filiales de distribution et quatre de représentation dans le monde. «Texier que nous avons repris en 2014 accusait des pertes de 7 millions d'euros. Aujourd'hui c'est la première manufacture de bijoux en France, le chiffre d'affaires est de 45 millions. On a une croissance à deux chiffres depuis 2016.» La marque de bijoux «Les Georgettes» connaît un succès inédit dans le domaine du luxe. Leurs «manchettes» ont été vues au poignet de Miss Univers ou de Brigitte Macron.

## Jolival, mais pas que ça

Renaud Dutreil, ancien ministre chargé des PME de 2002 à 2007, reprenne fin 2017 avec son fils et sa belle-fille des charentaises Degorce, l'entreprise de Marthon, et sans beaucoup de doute de Laubuge à Mornac, se dit «Charentais par la voie de l'eau», référence à la société Jolival qu'il a reprise en 2014 et «sauvée». «Je suis un acteur du territoire et je veux continuer ce travail qui consiste à rendre aux Charentais leurs richesses.» Investisseur dans plusieurs jeunes sociétés des secteurs biotech, fintech et du savoir-faire français, c'est lui qui avait créé le label «Entreprise du patrimoine vivant» dont Rondinaud

peut se prévaloir aujourd'hui. Odile Gavet est journaliste, rédactrice en chef adjointe de *Version Fémina*: «J'avais envie de me lancer dans un projet de ce type, avec l'idée de préserver des emplois spécialisés qui perpétuent un savoir-faire unique. Mon domaine d'expertise est évidemment la mode.» Stéphane Baleston, né en Charente de parents médecins, a construit une grande partie de son expérience professionnelle ailleurs mais veut revenir à la source. «Je suis directeur associé d'un cabinet de conseil en stratégie. Mais si notre offre est retenue, je m'installe évidemment ici. Je serai dirigeant à temps complet.»

## Gel: dans les vignes, «on a évité la catastrophe»

Ils ont eu les yeux rivés sur le thermomètre hier matin entre 5h30 et 6h30. À cette heure-ci, dans les vignes du Cognacais, les températures sont tombées autour de zéro, faisant craindre un épisode de gel comme celui qui a marqué l'année 2017. Finalement, «on a eu des petites gelées», indique Christophe Véral, à la tête de

l'UGVC, qui s'est laissé la journée pour faire le point. «On a évité la catastrophe.»

Des viticulteurs ont toutefois été touchés. «Le gel a ciblé certaines parcelles, mais rien à voir avec ce que nous avons connu l'an dernier.» Avec les températures annoncées à la hausse dans les jours qui viennent, le risque s'éloigne.

## Appel à une «journée morte» aux Impôts aujourd'hui

C'est un mot d'ordre national relayé ici en Charente. Plusieurs syndicats de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) ont lancé un appel à la grève et aux actions, aujourd'hui, une «journée morte à la DGFIP».

En Charente, les agentes et agents sont appelés à aller à la rencontre des usages en distribuant des tracts. «On veut informer des dangers qui pèsent sur la DGFIP, notamment face aux projets Action publique 2022. Nous serons notamment présents toute la matinée sur le centre des finances publiques de Soyaux, mais certains collègues sur d'autres sites ont déjà annoncé des actions. Nous serons également présents à Girac pour un rassemblement à 13 heures», relaye Pascal Forgas, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques Charente. Un déplacement est aussi prévu dans l'après-midi à Jarnac pour protester contre la fermeture annoncée de la trésorerie. Solidaires a listé les restructurations annoncées pour 2019: fermeture des trésoreries de Jarnac et Villebois-Lavalette, fermeture du Service des impôts des entreprises (SIE) de Confolens (transfert sur Angoulême), transfert de



Le 22 mars dernier, le mouvement avait été massif aussi dans les rangs des Finances publiques.

Photo Renaud Joubert

la gestion des hôpitaux de Cognac, de Châteauneuf, de Confolens et de Ruffec (trésoreries municipales) vers la trésorerie d'Angoulême Centre hospitalier, le transfert du recouvrement de l'impôt de la trésorerie de Chalais vers le SIP de Barbezieux. Autre annonce: la fusion des services de publicité foncière (deuxième semestre); un seul service dans le département.

«Ces restructurations ont des conséquences importantes. À cela s'ajoute la mise en place du pré-

vement à la source, qui inquiète légitimement de nombreux contribuables, une réforme que nous avons toujours dénoncée et continuerons à combattre. Notre administration est celle qui a rendu le plus d'emplois ces dernières années. Ça coince de partout. Lors de la grève du 22 mars, c'est chez nous que le taux de grève, à 56 %, était le plus important des administrations en Charente, signe que le malais est grand», ajoute Pascal Forgas.

■ Pascal Gombert



a été sacré champion de France de bridge dans la catégorie Excellence, lors des championnats seniors open par paires qui se sont disputés la semaine dernière au siège de la Fédération française de bridge (FFB) à Saint-Cloud (Repro CL). Le Javrezacais était associé à la Parisienne Sylvie Willard, licenciée tout comme lui au Bridge Club Saintais et qui est ni plus ni moins que de la numéro un mondiale, triple championne du monde et sept fois championne d'Europe. Ayant mis de côté le bridge pendant trente ans, Pascal Gombert s'est remis à jouer il y a moins d'un an. Une reprise rapidement couronnée de succès.

■ L'ambassadeur de Turakie



est de retour. En 2015 et 2016, le personnage du comédien Michel Laubu (Repro CL) s'était fait remarquer au festival Coup de chauffe, en narrant les mœurs étranges d'un pays «inconnu de tous» mais «qui peut exister dans l'imaginaire de chacun». Ce jeudi soir à 20h30, les «Parades nuptiales» de Turakie seront disséquées au théâtre de L'Avant-scène. Pas besoin de visa pour savourer la poésie et l'humour de l'ambassadeur. Il suffit de réserver sur [avantscene.com](http://avantscene.com) ou de se rendre au théâtre de Cognac ce soir. Tarif: de 8 à 22€.

■ La maison se met au tourisme avec des visites du siège de Segonzac, une première  
■ Et lance un cognac pour cocktails ■ La vieille dame s'offre un coup de jeune.

# La famille Frapin ouvre son armoire aux trésors

Marc BALTZER  
m.baltzer@charenteinfo.fr

Il s'en excuserait presque, le maître de chai Patrice Piveteau. Depuis 27 ans qu'il travaille chez Frapin et 7 ans qu'il y occupe le poste clé, jamais le siège de Segonzac n'avait ouvert ses portes aux visiteurs. Aux visiteurs lambda, s'entend. «On a toujours reçu des clients, des partenaires», rectifie Thomas Soret, en charge de la communication dans l'entreprise familiale plutôt spécialisée dans les cognacs haut de gamme.

”

C'a l'air antique, mais c'est rempli de tuyaux et de pompes qui fonctionnent toujours.



Thomas Soret, le guide, dans le «chai paradis» où sont stockées les plus vieilles eaux-de-vie.

Photos Renaud Joubert

Des particuliers pouvaient venir à l'improviste, on leur faisait visiter si on avait le temps.» Depuis le mois dernier, le temps, tout le monde le prend chez Frapin, puisqu'une visite guidée a été mise en place au siège de Segonzac. Sur réservation certes, mais accessible à tous. Rien à voir cependant

avec les tours grand format des mastodontes Hennessy, Martell ou Remy Martin. Ici, «tout baigne dans son jus, c'est ce qui fait notre originalité», sourit Thomas Soret. D'abord, on prend ses marques avec la Grande-Champagne et le vignoble, dans une salle de réception

où trône la Panhard et Levasor de 1895 achetée par l'aïeul Henri Frapin, l'un des premiers automobilistes de Charente.

Dans son jus

Puis on découvre les cinq chais de la maison mère (sur la vingtaine que compte le domaine), dont le «chai paradis», avec ses eaux-de-vie du XIX<sup>e</sup> siècle. Et cerise sur le gâteau, on scrute l'armoire aux trésors du même Henri Frapin, où sont classés les nectars les plus remarquables. Rien de spectaculaire au premier regard, pas de traversée du fleuve en bateau, donc. Plutôt une plongée inédite et émouvante dans une histoire toujours vivante, accompagnée d'explications sur les spécificités du travail maison (distillation sur lie, vignoble issu à 100 % du domaine, etc.)

«Ça l'air antique, mais c'est rempli de tuyaux et de pompes qui fonctionnent toujours», sourit Patrice Piveteau dans la salle de dégusta-

tion, tout aussi suspendue dans le temps. C'est là que la visite s'achève avec la dégustation de toute la gamme Frapin, hors flacons d'exception. Une gamme restreinte (six références) et qui a fait la réputation de la maison.

Grandissante, malgré la discrétion en matière de communication qui caractérise Frapin. L'an dernier, un demi-millier de bouteilles ont été vendues, à 90 % à l'export, principalement en Russie et en Chine. De quoi encourager Frapin à profiter de la vague en communiquant davantage. Outre ces nouvelles visites, le site internet vient d'être refait (la nouvelle version doit être mise en ligne ce matin) et le nouveau cognac d'entrée de gamme (lire l'encadré) est lancé à renfort de publicités.

«Je n'aurais pas pensé, mais le pouvoir des réseaux sociaux est incroyable», note Patrice Piveteau, qui vient de s'y mettre. Hors du temps, décidément.

Visite d'une heure. 10€. Réservation au 05-45-83-40-03.

## «Pas un VS, une entrée de gamme»

Le «1270» est produit depuis avril et remplace le VS Frapin. Il doit son nom à l'année d'arrivée de la famille en Charente. «Ce n'est pas un VS, je préfère parler d'entrée de gamme», précise le maître de chai Patrice Piveteau, qui décrit un cognac «jeune, destiné à la mixologie», mais «qui se boit aussi très bien en digestif». Avec un vieillissement deux fois plus élevé qu'un VS classique (de deux ans au minimum), il parvient en effet à reproduire l'arôme des autres assemblages Frapin. En vente pour 40 euros.



Patrice Piveteau présente le dernier-né de la maison Frapin, le 1270.

## Le chiffre

# 6.737

tonnes de déchets ont été collectées l'année dernière à la déchetterie de Châteaubernard. C'est stable (+1 %) par rapport à 2016, où 6.565 tonnes avaient

été jetées. Le nombre de visites a augmenté davantage, puisqu'il est passé d'un peu plus de 80.000 passages en 2016 à 83.894 l'année suivante (+5 %).

# Le temple des jeux vidéo pris d'assaut par ses disciples

Serge Boulestin est le grand frère des geeks cognaçais depuis vingt ans. Il ferme sa boutique, avenue Hugo. Les «gamers» sont déjà nostalgiques.

Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

Le patron fait comme si de rien n'était: «J'ai du travail, vous voyez bien». Pas d'interview, pas de photo à l'intérieur... Bref, pas le temps. Pourtant, hier matin, Serge Boulestin a entamé ses dernières semaines au comptoir de Jeuxvideo.fr, le magasin ouvert depuis 20 ans avenue Victor-Hugo à Cognac. Et c'est une surprise qui mérite d'être expliquée. «Ça marchait toujours, précise simplement Serge Boulestin, qui baissera le rideau fin juin. Je change d'activité, c'est tout.»

”

**Punaise! C'est drôle de parler de lui au passé.**

En ligne de mire, toujours le secteur du numérique, sans doute à travers une activité de grossiste. Le magasin, quant à lui, pourrait rester vide quelque temps, puisque Serge Boulestin n'en était que le locataire.

Pour les «gamers» du Cognacais, c'est à la fois une bonne nouvelle (les prix sont bradés depuis hier) et un gros pincement au cœur. Que les dizaines de fidèles qui ont convergé vers la boutique avaient encore un peu de mal à réaliser, hier. «Serge? Il m'a vu grandir, il m'a fait ma culture manga et jeu vidéo, loue Kévin Rodet, 30 ans, de Mareuil dans le Rouillacais, venu en urgence faire quelques courses. «Avant, j'allais sur Angoulême. Puis depuis qu'il a ouvert, je suis



La liquidation a débuté hier matin et se poursuit jusqu'à fin juin. Les clients n'ont pas attendu pour dire au revoir à Serge Boulestin, installé depuis 1997. Photo M. B.

toujours venu ici à Cognac. C'était le meilleur, il connaissait tout... Punaise! C'est drôle de parler de lui au passé.»

## Civilisation disparue

Derrière la statue grandeur nature de «Solid Snake», un personnage du jeu mythique Metal Gear, Christelle Licoline, 25 ans, regarde les promotions avec son fils Ethan, bientôt 7 ans. «La première fois, j'étais venue avec mon grand frère, qui adorait les jeux. Je jouais à la DS, je m'en souviens. Il n'y avait pas internet à l'époque...», explique-t-elle au garçonnet, comme on ressuscite une civilisation disparue. Car entre-temps, la Toile s'est imposée et les magasins de jeux ont décliné. Sauf à Cognac.

«C'est le plus geek de nous tous, c'est pour ça qu'on continuait à acheter chez Serge, explique Samuel Guyton, la quarantaine. Avant lui, il y avait Vidéo + dans la rue piétonne, puis Je Console, en face de chez Total. Il a fait la différence avec son accueil, ses conseils. Pour tout ce qui était sorties en exclusivité ou collectors, c'était incomparable: il nous comprenait, il savait ce qu'on voulait... Et on en parlait parfois des heures.»

La conversation n'est pas close, comme en témoignaient les éclats de voix et de rires qui s'échappaient de la porte en verre, hier jusqu'à la fermeture. Mais il faut en profiter: le dernier endroit où l'on cause jeux vidéo à Cognac n'existera bientôt plus.

Collecte lundi à Cognac. Une collecte de sang aura lieu ce lundi 7 mai de 8h30 à 12 h, à La Salamandre de Cognac. Les organisateurs signalent des stocks de sang faibles et comptent sur de nombreux donneurs.

# La Baltique posera question ce soir

Un quiz, des bouquins et des amis: la fête européenne d'Info 16 débute à 18h30 au Garage bar de Cognac, sur le thème de la mer Baltique.

Littératures européennes et Info 16, le centre d'information pour les jeunes, font cause commune ce soir au Garage bar, à l'angle des rues de l'Isle-d'Or et du Canton à Cognac. Les premières présenteront la sélection de leur prix des lecteurs (lire CL du 25 avril), consacré cette année aux écrivains de la mer Baltique, le thème du festival.

## «On va s'amuser entre amis»

Pour mémoire, ce prix est décerné par les lecteurs des médiathèques de la région, pour la quinzième année consécutive. Le second en profitera pour se greffer au thème et consacrer son annuelle fête de l'Europe à la mer intérieure du nord du continent. Méconnue et pourtant riche d'histoire et de civilisations, des Vikings au pays baltes en passant par la Russie et l'Allemagne du Nord.

Sans oublier le fameux hareng qui, grâce aux techniques de salaison, a évité plus d'une famine sur le continent au Moyen Âge. Toute cette histoire, «on va la présenter à travers un quiz», explique Marie Fal-



Helsinki, la capitale de la Finlande, est l'une des portes sur la mer Intérieure. Repro CL

con, documentaliste à Info16 et qui a préparé les questions. Et pris soin de concocter une soirée «où l'on va s'amuser entre amis».

Sans esprit de compétition, puisque chaque joueur aura un petit cadeau. La fête de l'Europe d'Info 16 se poursuivra ensuite le mercredi 9 mai, le jour officiel, avec des interventions au collège Claude-Boucher et à 15h, un atelier artistique au Petit-Parc animé par Littératures européennes, à

destination des enfants. À partir de 16h, les locaux d'Info 16, au 53, rue d'Angoulême, seront ouverts pour renseigner les jeunes (et les autres) sur la mobilité européenne, autrement dit les moyens de voyager sur le continent.

Marc BALTZER

Inscriptions gratuites pour le quiz de ce soir à 18h30 au Garage bar, puis pour l'atelier pour enfants du 9 mai à [contact@litteratures-europennes.com](mailto:contact@litteratures-europennes.com)

# Javrezac

## Le conseil au complet



La nouvelle équipe municipale de Javrezac.

Photo CL

Il a été nécessaire d'effectuer deux tours de scrutins à Javrezac pour élire six conseillers, afin de pallier les départs et les démissions qui se sont succédé au fil du temps depuis les élections de 2014. Ces six conseillers municipaux ont été élus au second tour par 97 votants sur les 442 inscrits au sein de la liste communale (lire CL de lundi dernier). À l'issue de ce second tour, la maire Pascale Belle informe que *«cette nouvelle équipe déjà soudée est prête à se mettre au travail. Avec dans un premier temps, l'intégration au sein des différentes commissions pour continuer l'ensemble des activités entreprises. Des activités qui sont nombreuses,*

*même dans une petite commune comme la nôtre»*. Comme le soulignent Gérard Joubert et Michel Autret, *«le travail des commissions est un travail d'étude»*. Elles émettent en effet des avis et formulent des propositions dans leur domaine d'action. Ce travail est proposé dans un premier temps au bureau qui se réunit tous les lundis, puis en conseil municipal où les décisions sont prises. Les élus auront à traiter entre autres deux gros dossiers avec d'une part la réhabilitation de la salle des fêtes et d'autre part la voirie, avec la mise en place d'un plan pluriannuel d'entretien. Le prochain conseil municipal est fixé au lundi 14 mai.

### 8 MAI

## D'une cérémonie à l'autre

■ Châteaubernard. La cérémonie a lieu à 11h30 au monument aux morts, suivie d'un vin d'honneur à la mairie.

Au total, 109 personnes ont été placées en garde à vue. 43 l'étaient encore hier soir, selon le parquet de Paris. Photo AFP



# Le casse-tête des black blocs

■ Après les débordements de militants d'ultragauche en marge de la manifestation du 1<sup>er</sup>-Mai, l'heure est à la polémique ■ Entre craintes pour le droit à manifester et éventuelles défaillances policières.

La manifestation parisienne du 1<sup>er</sup>-Mai a été éclipsée par les violents heurts commis par environ 1.200 militants radicaux. Hier soir, 43 personnes ont vu leurs gardes à vue prolongées, selon le parquet de Paris. Un homme arrêté pour port d'armes à Paris avant le début de la manif a en outre été condamné hier à trois mois de prison avec sursis. Philippe Martinez, n°1 de la CGT, coorganisatrice de la manifestation avec Solidaires, la FSU et FO-Il-de-France, a regretté que la présence de casseurs ait «masqué l'objet de cette manifestation, les revendica-

tions», hier sur France Inter. «Derrière ça», le risque est de «remettre en cause le droit de manifester» «au nom de quelques-uns», a-t-il craint, rappelant que «ça fait deux ans que ça dure», en référence aux débordements qui avaient déjà émaillé les cortèges contre la loi Travail de 2016. Les projecteurs se sont aussi tournés vers le ministère de l'Intérieur avec des interrogations sur la gestion des débordements. «Je peux vous dire qu'en aucune façon il n'y a eu de défaillance de l'État» dans la gestion de la manifestation, a affirmé Édouard Philippe hier soir sur BFMTV. Le Premier ministre a aussi indiqué

qu'il «n'exclut pas» de demander la dissolution d'«associations» pour éviter de nouvelles violences.

## Un dispositif policier sous-dimensionné ?

C'est ce qu'a laissé entendre hier le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb promettant «encore plus de forces de l'ordre lors des prochaines manifestations». Près de 1.500 policiers et gendarmes étaient mobilisés mardi. «C'était assez», a jugé hier le préfet de police Michel Delpuech. Pour le syndicat des gardiens de la paix Alliance, les

autorités doivent toutefois «revoir en profondeur la doctrine du maintien de l'ordre et notamment le filtrage des participants en amont des manif». Le 1<sup>er</sup> mai 2017, ces filtrages avaient été mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence mais ce dispositif n'est aujourd'hui possible qu'en cas de menace terroriste.

## La menace a-t-elle été anticipée ?

Dans une note du 30 avril, la Direction du renseignement de la préfecture de police prévoyait la présence de «500 à 1.000 militants de la mouvance contestataire radicale regroupés en black blocs». Mardi vers 14h30, en moins d'une dizaine de minutes, près de 1.200 «black blocs» ont fait irruption au milieu du cortège de 14.500 personnes, un volume «inédit» compliquant le maintien de l'ordre. Dès les premiers incidents, le préfet de police a été contraint de demander au cortège syndical de changer d'itinéraire. Pourquoi ne pas avoir arrêté ces militants en amont ? «Le problème (...) c'est de savoir si on peut les interpellier. La liberté de manifester existe, la liberté d'aller et venir aussi», a expliqué Michel Delpuech.

## Les policiers ont-ils tardé à intervenir ?

Le secrétaire général du PCF

Pierre Laurent a pointé mardi «l'attitude bien trouble des forces de police qui ont laissé faire pendant près d'1h».

Interrogé hier, le ministre de l'Intérieur a rétorqué que les forces de l'ordre étaient intervenues «cinq minutes» après l'incendie du McDonald's, premier commerce à être ciblé vers 15h55. Au vu de la présence des casseurs au milieu d'un millier de manifestants «pacifiques», la préfecture n'a pas voulu ordonner de charge policière. À 16h, le préfet donne l'ordre «de projeter l'ensemble des moyens disponibles» pour mettre fin aux dégradations.

## Les casseurs ont-ils vraiment semé le chaos ?

Pour le syndicat de police Unsa, des «cohortes de black bloc (...) ont semé le chaos dans Paris». D'après les autorités, 31 commerces ont été dégradés dont deux incendiés, six véhicules ont été incendiés et dix autres ont été dégradés.

Pour autant, les dégradations sont bien moins importantes que celles commises lors du mouvement contre la loi Travail à l'automne 2017 où une centaine de commerces étaient pris pour cible à chaque manifestation, selon une source policière. Seules quatre personnes ont par ailleurs été très légèrement blessées, dont un CRS.

## «On est dans la violence symbolique»

### Qui sont ces «Black blocs» ?

Sylvain Bouloque, historien de la gauche radicale. Ce sont des gens vêtus de noirs et caquelés qui viennent se placer devant la tête du cortège des manifestations. C'est un mouvement international: certains vont affronter la police dans des manifestations à l'étranger. S'y agrègent différents groupes issus de l'anarchisme, du marxisme-léninisme... qui espèrent pouvoir renverser le système capitaliste. Ce sont plutôt des populations de centre-villes, jeunes diplômés et issus des classes moyennes/classes

moyennes supérieures.

### Où se classent-ils politiquement ?

Dans la mouvance de l'ultra gauche, qui refuse toute forme de représentation parlementaire et syndicale. Sur l'air du «Ras-le-bol de la société injuste telle qu'elle existe aujourd'hui», ils ne s'attaquent qu'à des symboles du capitalisme, comme on l'a vu hier à Paris: McDonald's, les concessions de voitures, les banques. On est dans la violence symbolique.

### Quelle est l'ampleur du phénomène et

### est-il appelé à s'étendre ?

En comptant très large on a un spectre d'une petite dizaine de milliers de personnes, c'est très peu par rapport au reste de la société. Mais a priori le phénomène des «black blocs» ne va pas s'arrêter. Il va y avoir des hauts, des bas, des pics, des reformations. Ça dépend des projets de loi gouvernementaux. Mais il a un potentiel de croissance, notamment si le gouvernement ne veut rien négocier. Autre risque, si certains sont condamnés à de la prison, ils peuvent y développer une haine des autorités encore plus forte.

## Macron pousse l'«exit tax» vers la sortie

Cette taxe payée par les contribuables partant à l'étranger manquerait d'efficacité. Mais en voulant la supprimer, Emmanuel Macron renforce son image de président des «très riches».

Un symbole «négligé» pour l'attractivité de l'économie française: voilà comment le chef de l'État a justifié, dans un entretien au magazine américain *Forbes*, la fin de cet impôt mis en place sous Nicolas Sarkozy pour dissuader les patrons d'aller s'installer à l'étranger. L'«exit tax» «envoie un message négatif aux entrepreneurs en France, plus qu'aux investisseurs. Pourquoi? Parce qu'elle implique qu'au-delà d'un certain seuil, vous allez être pénalisé si vous quittez le pays»,

assure Emmanuel Macron. «C'est une grave erreur pour nos start-up parce que nombre d'entre elles, considérant la France moins attractive, ont décidé de lancer leurs projets en partant de zéro à l'étranger afin d'éviter cet impôt.»

### «Chef du libre-échange»

Le chef de l'État, qui fait la une du magazine sous le titre de «Chef du libre-échange», précise vouloir supprimer cet impôt dès l'«an prochain», ajoutant qu'«il n'a pas

de sens» (lire en encadré). L'annonce d'Emmanuel Macron n'a pas manqué d'alimenter la polémique alors que le gouvernement est accusé depuis la suppression de l'impôt sur la fortune de favoriser «les riches» et les «très riches». «En décembre, la fin de l'ISF et la flat tax devaient servir l'investissement en France. Qui croira encore à cette fable? Même l'évasion fiscale n'est plus découragée», a dénoncé sur Twitter le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure.

Même son de cloche à droite. «Macron a définitivement choisi son camp: celui des plus privilégiés», a jugé Florian Philippot, président du mouvement Les Patriotes. L'ex-secrétaire d'État au Budget Christian Eckert s'est dit «choqué» par le choix d'Emmanuel Macron, «effectuée le jour de la fête du Travail». «L'argument selon lequel cette taxe rapporterait peu d'argent ne tient pas», assure l'ancien député, qui attribue le faible rendement de l'«exit tax» à son effet «dissuasif».

## Un montant pas si anodin

L'«exit tax» impose les plus-values sur des participations détenues par les contribuables qui quittent la France. Cette mesure concerne les personnes détenant plus de 800.000€ en actions et obligations ou au moins 50 % du capital d'une entreprise. Selon Bercy, ce prélèvement a rapporté 70M€ en 2017, un chiffre inférieur aux 200M€ attendus à sa création. Mais le Conseil des prélèvements obligatoires donne des chiffres plus conséquents selon *Le Monde*, estimant les recettes de l'«exit tax» à 803M€ en 2016. Et la Cour des comptes de noter qu'en moyenne, les 399 foyers redevables de cette taxe déclaraient un montant de 6,9M€.

# L'air tue encore dans le monde

Neuf personnes sur dix respirent un air pollué, avertit l'OMS. La pollution serait responsable de sept millions de morts par an.

Plus de 90 % de la population mondiale respire un air ambiant pollué, a averti hier l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un chiffre inchangé depuis la publication du dernier rapport de l'OMS à ce sujet il y a deux ans. «Au cours des six dernières années, les niveaux de pollution de l'air ambiant sont restés élevés et plus ou moins stables, avec des concentrations en baisse dans certaines régions d'Europe et des Amériques», relève l'OMS.

«La pollution de l'air nous menace tous, mais ce sont les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées qui portent le poids du fardeau», a déclaré le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. «On ne peut pas accepter que plus de trois milliards de personnes - surtout des femmes et des enfants - continuent de respirer tous les jours des fumées mortelles émises par des fourneaux et des combustibles polluants à l'intérieur de leurs habitations», a-t-il ajouté.

Les conclusions de l'OMS s'appuient sur la qualité de l'air observée dans plus de 4.300 villes dans 108 pays (soit 1.000 villes de plus que lors du dernier rapport). D'après ces données, environ sept millions de personnes meurent

chaque année des suites de l'exposition aux particules fines qui pénètrent profondément dans les poumons et dans le système cardiovasculaire, ce qui cause des affections comme les accidents vasculaires cérébraux, les problèmes cardiaques et le cancer du poumon.

## Les pays à revenus faibles les plus touchés

L'activité humaine ne constitue pas la seule source de pollution de l'air. Les tempêtes de sable, en particulier dans les régions situées à proximité d'un désert, ont aussi une influence sur la qualité de l'air, selon l'OMS.

Selon le rapport, plus de 90 % des décès liés à la pollution se produisent dans les pays à revenus faibles ou moyens, principalement en Asie et en Afrique. Les statistiques montrent également que les lieux où les niveaux de pollution de l'air ambiant sont les plus élevés se trouvent au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Est, avec des moyennes annuelles de pollution qui dépassent souvent plus de cinq fois les limites fixées par l'OMS. Ce sont ensuite les villes à revenu faible ou intermédiaire d'Afrique et du Pacifique occidental qui sont les plus concernées.



Fin mars, des masques avaient été apposés devant la bouche de statues en France, afin de dénoncer l'inaction des pouvoirs publics contre la pollution de l'air. Photo archives AFP

## Une marche jusqu'à Bruxelles

Une cinquantaine de défenseurs de l'environnement ont pris hier à Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, le départ d'une marche en 60 étapes jusqu'à Bruxelles pour «exiger le droit fondamental à un air sain, une alimentation saine». «Nous réclamons

l'accès à l'information, la reconnaissance de nos maladies liées à la pollution, une justice plus indépendante qui va jusqu'au bout pour poursuivre les auteurs de scandales sanitaires», a déclaré la députée européenne Michèle Rivasi, présente au début de la marche.

## Vallée de l'Arve: l'État attaqué

Malades d'une pollution récurrente de l'air, quatorze habitants de la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, ont saisi hier la justice administrative pour faire condamner l'État pour «carence

fautive», a annoncé l'association Écologie sans Frontière. Les plaignants réclament une indemnisation individuelle - aux alentours de 100.000€ par personne.

## BUDGET EUROPÉEN

### PAC: le secteur agricole voit rouge

C'est le plus gros poste de dépense du budget européen, avec 37 %. Mais si elle reste «importante» pour Bruxelles, la Politique agricole commune doit désormais faire de la place aux «nouvelles priorités» de l'UE comme la migration, la sécurité ou la défense. La Commission européenne propose donc de réduire de 5 % le budget de l'agriculture dans l'UE après 2020, soit 265 milliards d'euros pour la PAC entre 2021 et 2027 pour 27 États membres, contre 408,3 milliards actuellement à 28. Le premier syndicat agricole dans l'UE, la Copa-Cogeca, a aussitôt fait part de son «immense déception», alors que «les revenus des agriculteurs sont déjà 40 % inférieurs à la moyenne des salaires dans les autres secteurs» de l'UE. Principal bénéficiaire des aides directes (51,3 milliards d'euros pour le cadre financier 2014-2020), Paris a aussi réagi aux propositions de la Commission. «Une telle baisse, drastique, massive et aveugle, est simplement inenvisageable» et «la France ne pourra accepter aucune baisse de revenu direct pour les agriculteurs», a déclaré le ministère de l'Agriculture.

## ALIMENTATION

### Prix du beurre en hausse: les boulangers inquiets

«Les cours du beurre s'envolent et les prévisions ne sont pas bonnes, elles sont même pires qu'en 2017», a indiqué hier Mathieu Labbé, délégué général de la Fédération des entreprises de boulangerie. À l'automne dernier, un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché du beurre avait fait flamber les prix. Les industriels avaient dû augmenter leurs tarifs, et des pénuries de beurre étaient été constatées dans la grande distribution. Les prix avaient frôlé 7.000€ la tonne de beurre en septembre 2017.

## Cet après-midi



### Retour du soleil.

Hormis les quelques petites pluies résiduelles en Haute-Saintonge et en Charente possibles en début de journée, ciel variable avec alternance de nuages bourgeonnants mais inoffensifs et d'éclaircies de plus en plus belles au fil de l'après-midi. Le vent de secteur Nord modéré maintient encore une certaine sensation de fraîcheur.

### Vendredi



### Samedi



### Dimanche



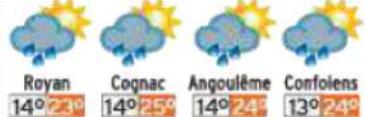
### Lundi



### Mardi



### Mercredi



### HIER

Mini / 16h

# Le budget proposé pour l'Europe ne fait pas l'unanimité



Jean-Claude Juncker.

PHOTO EMMANUEL DUJANDAT

**UNION EUROPÉENNE** Les coupes proposées hier par la Commission européenne dans un budget global en hausse font grincer des dents dans plusieurs pays, dont la France au sujet de l'agriculture

La Commission européenne a plaidé hier pour un budget de l'UE en hausse après le Brexit, mais avec des coupes dans des secteurs emblématiques comme l'agriculture, qui ont provoqué sans tarder le courroux de plusieurs pays dont la France.

Les coupes dans la politique de cohésion, en faveur des régions les plus modestes, promettent un bras de fer avec les pays de l'Est, dont certains

comme la Pologne se sentent aussi visés par le gel des aides aux pays violant l'Etat de droit, proposé pour la première fois par Bruxelles.

Le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche ont de leur côté refusé de mettre davantage la main à la poche à l'avenir pour compenser le divorce avec le Royaume-Uni, qui laissera un trou annuel de « 15 milliards » dans le budget de l'UE selon le président de la

Commission, Jean-Claude Juncker.

Ces premières réactions augurent de tractations tendues autour du « Cadre financier pluriannuel » (CFP) pour 2021-2027, qui doit encore être adopté à l'unanimité entre Etats membres et négocié avec le Parlement européen.

L'exécutif européen veut que l'UE se dote d'un budget à 27 de 1 279 milliards d'euros pour la période 2021-

2027 (contre 1 087 mds pour 2014-2020 à 28, en prix courants).

Mais les « réductions modérées » proposées de 5 % pour la Politique agricole commune (PAC) et de 7 % pour la politique de cohésion, principaux postes budgétaires de l'UE, ont déjà du mal à passer. La France « ne pourra accepter aucune baisse de revenu direct pour les agriculteurs », a réagi son ministère de l'Agriculture.

# Casse sociale dans le monde de l'audit ?

**EMPLOI** La loi Pacte ferait peser une menace pour 300 emplois dans les cabinets des commissaires aux comptes de la région

Les Commissaires aux comptes sont en colère. Pourquoi ? À cause de la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la compétitivité des entreprises), qui fera l'objet d'une loi dès le mois de mai.

En attendant un possible recours aux ordonnances pour cette loi, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a déjà fait savoir qu'un rapport de l'Inspection générale des Finances faisait état d'une inutilité du recours aux commissaires aux comptes dans une bonne partie des PME françaises.

## 300 emplois au tapis ?

Une sortie qui n'a pas manqué de faire bondir la profession concernée.

« Le ministre s'appuie sur le rapport de l'Inspection, qui semble oublier que l'expert-comptable, contrairement au commissaire aux comptes, est en contrat avec son client. Si l'on rapporte cela à la justice, cela revient un peu à remplacer les magistrats par des avocats [...] C'est surtout prendre le risque, pour faire économiser 5 500 euros par an aux entreprises qui font moins de 8 millions d'euros de chiffre d'affaires et qui ne seront plus obligées d'avoir recours à nos services, de mettre 300 emplois au tapis. Un chiffre qui remonte des 450 cabinets de la région qui savent qu'ils vont perdre 51 % de leur activité avec cette loi », assure Laurence Versailles.

P. R.

## La ministre Pénicaud demain aux Assises de l'emploi

**LA ROCHELLE** Demain, lors des Assises de l'emploi de la communauté d'agglomération, les échanges entre Muriel Pénicaud, ministre du travail et Alain Rousset, Président de la Région, sur l'avenir de la formation professionnelle, seront très attendus



Muriel Pénicaud.

PHOTO LUDOVIC MARIN/AFP

Demain, à partir de 18 heures, à la Coursive- Scène Nationale, la Communauté d'agglomération de La Rochelle organise les « Assises de l'emploi ». Un événement qui a pour mission de mettre en lumière le travail entamé en septembre 2017, à la demande de Jean-François Fountaine, maire de La Rochelle et Président de sa Communauté d'agglomération. En effet, s'il se félicite de constater que depuis 1995, la volonté forte de La Rochelle en matière d'économie et d'emploi se traduit dans les faits et dans les chiffres, le Maire de la ville et Président de l'agglomération veut aller plus loin.

Certes, en moins de deux ans, l'ag-

glom de La Rochelle a vu son taux de chômage nettement baisser. Mais il concerne encore à 8,8 % de sa population active. C'est encore un peu plus que la moyenne nationale, et cette « performance » est insuffisante pour Jean-François Fountaine et son équipe.

### Pénicaud et Rousset sur scène

Avec la Préfecture de la Charente-Maritime, la Région Nouvelle-Aquitaine, la Chambre de métiers et de l'artisanat, la chambre de commerce et d'industrie, Pôle emploi, la mission locale et les acteurs de l'emploi, de la formation, les institutions et les partenaires sociaux, l'agglom-

ération a donc lancé les Assises de l'emploi, un vaste programme de réflexion. Il a associé tous ces partenaires autour de l'objectif unique d'imaginer des actions en faveur de l'emploi. Ces actions doivent aider les entreprises à trouver les candidats et les compétences dont elles ont besoin et faire plus facilement profiter de la croissance de l'emploi aux demandeurs locaux. « Il y aurait encore 10 500 emplois à prendre cette année sur notre bassin d'emploi. Pourtant, nous avons encore des quartiers qui sont très fortement marqués par le chômage », constate le président de l'agglomération.

À l'issue de 8 mois de réflexions et

de travaux, la ministre de l'emploi, Muriel Pénicaud et Alain Rousset, Président de Nouvelle-Aquitaine se verront présenter les différentes actions qui en découlent.

La ministre, qui porte actuellement la réforme de la formation professionnelle et le Président d'une région très impliquée dans le soutien à la formation et aux différents secteurs économiques régionaux pourront, à l'occasion de la plénière animée par le journal « Sud Ouest », échanger sur leur vision, parfois divergente, d'une nécessaire adaptation de la formation aux enjeux de l'économie.

P. R.

# Deux offres pour Rondinaud

**RIVIÈRES** Renaud Dutreil, le patron de Jolival, et Renaissance Luxury Group sont tous deux candidats à la reprise du fabricant de charentaises

**BERTRAND RUIZ**  
b.ruiz@sudouest.fr

Deux propositions pour un seul élu. Le 17 mai, le tribunal de commerce tranchera entre deux offres de reprise de la société Rondinaud, l'une portée par l'ancien ministre et actuel patron de Jolival Renaud Dutreil, l'autre soumise par Renaissance Luxury Group, un groupe à capitaux privés spécialisé dans la relance d'entreprises reconnues pour leur savoir faire « Made in France ». Leader dans la charentaise, avec un chiffre d'affaires de 9,6 millions d'euros en 2017, la maison Rondinaud, fondée en 1907, a été placée en redressement judiciaire le 1<sup>er</sup> février dernier. Implantée à Rivières, elle emploie actuellement 66 salariés. Con-

sacrée « Entreprise du patrimoine vivant » en 2007, Rondinaud a tenté ces dernières années de monter en gamme, en valorisant la technique traditionnelle du cousu-retourné.

## 1 La stratégie de relance de Renaissance Luxury Group

« Je ne suis ni homme politique ni journaliste. Remettre une entreprise sur les bons rails, c'est un vrai métier que j'exerce depuis longtemps ». Éric Lefranc estime que sa société possède toute l'expertise nécessaire pour relancer Rondinaud.

Le président de Renaissance Luxury Group met en avant le redressement réussi d'Altesse, fabricant de bijoux en Ardèche, repris en 2014, relancé en 2015 par la création de nouvelles collections. Portés par Bri-

gitte Macron, les bracelets fantaisies « Les Georgettes » ont connu une croissance fulgurante, d'un million d'euros de chiffre d'affaires en 2015 à 24 millions d'euros en 2017. Renaissance Luxury dit avoir dépassé ses objectifs sociaux en Ardèche, avec 360 salariés aujourd'hui chez Altesse contre 305 au moment de la reprise. ... Autre réussite avancée par Éric Lefranc, celle du maroquinier breton Texier, repris en 2015 : son association avec Altesse lui a permis de générer plus de trois millions de chiffre d'affaires sur les seules garnitures en cuir des bracelets « Les Georgettes ».

Des synergies dont Éric Lefranc entend faire profiter Rondinaud. Le repreneur potentiel veut aussi injecter un million d'euros dans la modernisation de l'entreprise charentaise. « On ne reprend pas Rondinaud avec des bouts de ficelle ». Mais cette modernisation passera par une réduction des effectifs. Renaissance Luxury Group conservera 51 salariés à Rivières et créera dix emplois d'ici un an, dans le cadre de la réintégration des activités marocaines de Rondi-

naud. Marketing digital, développement de l'export et création des nouvelles références seront confiés aux équipes de Renaissance Luxury Group à Paris.

Éric Lefranc insiste sur la nécessité de redonner un coup de jeune au chausson d'intérieur charentais, en le repositionnant toujours plus dans les vitrines des boutiques d'accessoires branchés, en abandonnant la production de références « à faible rotation ou faible rentabilité ». Il compte développer une nouvelle « charentaise-basket » et une collection estivale, avec des produits confortables et légers, pour corriger la saisonnalité marquée de l'activité chez Rondinaud. « Les ventes en grande et moyenne surface ne devront représenter que 20 % du chiffre d'affaires de l'entreprise en 2020 contre 45 % aujourd'hui ».

## **2 Renaud Dutreil veut bâtir un pôle 100 % charentais**

Le patron de Jolival n'est est pas à son coup d'essai. Renaud Dutreil a déjà repris la manufacture Degorce, l'un

des acteurs de la charentaise (2 millions d'euros de chiffres d'affaires) et saura aujourd'hui si le tribunal de commerce acceptera, aujourd'hui, son offre de rachat de la société Laubuge, à Mornac.

Hier, Renaud Dutreil et ses associés Stéphane Baleston et Odile Gavet ont détaillé leur offre pour Rondinaud. Leur ambition : créer un pôle charentais des articles chaussants qui abriterait sous une même bannière Rondinaud, Degorce (45 salariés), Laubuge et, à terme, les établissements Ferrand, fabricant de ballerines à Villebois-Lavalette, également sous le coup d'une procédure de redressement judiciaire.

« Notre offre vise à faire en sorte que l'ensemble des composantes de ce pôle industriel reste en Charente, de la production à l'administration. Le territoire ne doit pas perdre la maîtrise de son destin, la Charente a assez souffert de la délocalisation des centres de décisions de son industrie ».

Pour Renaud Dutreil, le regroupement des quatre entités charentaises

donnera au nouveau pôle un poids conséquent dans les négociations avec fournisseurs et clients. « Toutes ces entreprises se complètent. Ensemble, elles couvrent l'ensemble du marché et ont le potentiel pour en devenir le leader. Leur regroupement sous une seule bannière nous permettra également de trouver des synergies industrielles entre elles ».

Stopper la course au volume, rapatrier une partie de l'activité marocaine de Rondinaud en France et limiter la sous-traitance à l'Europe, valoriser le « made in Charente »... Renaud Dutreil et ses associés avancent leurs arguments avec la certitude de tenir là « une occasion unique de raviver un pôle industriel charentais ». Ils prévoient de préserver 52 emplois des 66 emplois à Rivières et de créer, à terme, trois postes supplémentaires. Le trio entend injecter 2,7 millions d'euros dans l'affaire, 700 000 euros sur leurs fonds propres et 2 millions d'euros d'apports bancaires et institutionnels avec une aide (à confirmer) de la région Nouvelle-Aquitaine.

## « On est passé près de la catastrophe »

**VITICULTURE** Un épisode de gel n'a pas eu l'impact redouté sur le vignoble du cognac, hier au petit matin

Le 27 avril 2017, le gel avait fait des ravages dans le vignoble du cognac, affectant 25 000 des 75 000 hectares de l'appellation. L'épisode a laissé des traces, une chute des températures au petit matin, ce mercredi, a généré de fortes inquiétudes. « Je pense que beaucoup de viticulteurs ont peu dormi cette nuit », témoigne Christophe Véral, président de l'Union générale des viticulteurs de l'AOC cognac.

Lui-même s'est réveillé avant l'aube. « On est passé près de la catastrophe », constate-t-il. Le thermomètre n'est pas descendu trop bas, et ça n'a pas duré longtemps. Selon les retours du syndicat UGVC, « il n'y aurait pas d'impact significatif », note le directeur Alexandre Imbert. Il n'exclut pas, ici ou là, des dégâts ciblés.

### **Maintenant, la grêle**

La viticulture respire un peu, mais les dernières années lui ont appris à être prudente. « Maintenant, on entre dans la phase de grêle », poursuit Alexandre Imbert. Il note que le « seuil de déclenchement » des dispositifs anti-grêle a été amélioré, mais l'aléa reste bien présent. « On aimerait faire une année "normale" », soupire le directeur.

**Ph. M.**

s  
s  
s

## LYCÉE BEAULIEU

# Les tribulations des Cognaçais en Chine



Partis samedi pour une dizaine de jours en Chine, les 72 lycéens de Beaulieu sont bien arrivés à destination. L'une de leurs premières visites a été pour la Grande Muraille de Chine (photo). Ils passeront notamment par Bozhou, la ville jumelée avec Cognac.<sup>DR</sup>

# La maison rouverte

**CENTRE-VILLE** La société Prunier a réinvesti la « vieille maison » pour cinq mois. Quand le cognac et le patrimoine s'associent

DIDIER FAUCARD  
d.faucard@sudouest.fr

C'est un des bâtiments emblématique de Cognac. La Maison de la lieutenance, au coin de la rue Grande. Ou plutôt la « vieille maison » pour la société Prunier à qui le bâtiment appartient et pour qui il est devenu une sorte d'emblème. Elle investit le lieu pour la quatrième année consécutive pour y installer sa boutique qui a ouvert ses portes mercredi et les refermera dans cinq mois.

« Les précédentes années nous ont montré tout l'intérêt de cette présence. Même si la dernière saison a été un peu molle, mais cela a été le cas partout. J'aime cette notion de proximité, de contribuer à la vie de ce quartier où il y a une âme. Je crois au commerce de centre-ville et j'aimerais pouvoir restaurer la maison et laisser la boutique ouverte toute l'année. C'est vraiment un objectif à terme », indique Stéphane Burnez, le PDG de Prunier.

## Les millésimes

Cette année, c'est sa troisième fille, Alice, 21 ans, qui tiendra la boutique (1): « J'ai passé mon BTS tourisme en juin et c'est mon premier emploi », dit-elle. Si, contrairement à ses sœurs, l'œnologie et le monde du cognac n'a pas été son choix premier, la voilà donc plongée dedans. « J'ai



La Maison de la lieutenance va rouvrir ses portes. ARCHIVES « SO »

fait un stage au Maco (Musée des arts du cognac) dans le cadre de mon BTS. C'est là que je me suis vraiment intéressée au cognac et à l'œnotourisme. Et puis Prunier, c'est ma maison. Quand mon père a cherché quelqu'un pour la nouvelle saison, ça m'a intéressée. Je pense que ça va être bien d'être ici pendant quelques mois. J'aime le contact avec les gens et c'est comme un petit village ici », sourit la jeune fille.

À elle, la charge de faire découvrir la maison, l'univers et la philosophie de la maison Prunier et ses produits (1). « Cette année, on va essayer de mettre l'accent sur les millésimes. Ce sont des eaux-de-vie brut de fût, issues d'une barrique unique qui ne titrent pas 40 % mais plutôt vers

52,7 % », reprend Stéphane Burnez. Dix millésimes en tout, datés des années 70 à 90. « Cela fait vingt ans que j'ai commencé ça. Au départ, c'est mon père, à la fin des années 80, qui a voulu sortir une eau-de-vie tracée de vingt ans d'âge, vieillie dans un fût placé dans un milieu humide. L'idée était d'essayer de retrouver l'ancien goût supposé du cognac. Aujourd'hui, tout sort des 20 ans d'âge, mais à l'époque c'était novateur. Et c'est ce que j'ai voulu continuer avec les millésimes. En fait, on ne fait que reprendre ce que réalise le whisky. »

(1) Du mardi au samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 19 heures. Surrendez-vous le dimanche. Tél. 05 45 35 00 14.